

CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R Ê T

n° 232.172 du 14 septembre 2015

A. 209.962/VIII-8866

En cause : **KLEPPER** Corinne,
ayant élu domicile chez
M^e Vincent DE WOLF, avocat,
avenue de la Toison d'Or 68/9
1060 Bruxelles,

contre :

la Communauté française,
représentée par son Gouvernement.

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 août 2013 par Corinne KLEPPER qui demande l'annulation de :

- " - la décision du 25 juin 2013 par laquelle le jury chargé d'arrêter la liste des lauréats conformément à l'article 50, alinéa 4, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, a arrêté la liste des lauréats de l'épreuve de sélection aux fonctions de promotion d'inspecteur organisée les 11 et 12 mai 2013;
- la décision du même jour, 25 juin 2013, par laquelle ledit jury a déclaré que la partie requérante n'a pas réussi l'épreuve de sélection à la fonction d'inspecteur 2 : Inspecteur de l'enseignement primaire ordinaire";

Vu le mémoire ampliatif;

Vu le rapport de Paul ERNOTTE, premier auditeur au Conseil d'État, rédigé sur la base de l'article 93 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 5 août 2015, convoquant les parties à comparaître à l'audience publique du 14 septembre 2015;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, Pascale VANDERNACHT, conseiller d'État;

Vu le dernier mémoire de la partie requérante;

Entendu, en ses observations, M^e Daria Ioana JINGA, loco M^e Vincent DE WOLF, avocat, comparaissant pour la partie requérante;

Entendu, en son avis conforme, Paul ERNOTTE, premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les faits utiles à l'examen du recours se présentent comme suit :

1. La partie requérante est nommée à titre définitif en tant que directrice d'école fondamentale dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française. Répondant à un appel aux candidats publié au Moniteur belge du 16 avril 2013, elle pose sa candidature à la fonction d'inspecteur de l'enseignement primaire ordinaire et présente, au début du mois de mai 2013, l'épreuve de sélection prévue par l'article 50 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.

2. Le 25 juin 2013, le jury visé à l'article 57, § 1^{er}, du même décret constate que la partie requérante a obtenu 55/100 au volet 1 (connaissances institutionnelles et administratives de base), 57,74/100 au volet 2 (capacités génériques à exercer une fonction d'inspecteur) et 56,92/100 globalement. Ce collège décide que l'intéressée n'a pas réussi l'épreuve en cause; cet acte lui est notifié par une lettre du 28 juin 2013 et forme le second objet du présent recours.

3. Le 25 juin 2013, le jury arrête également la liste et le classement des lauréats qui, pour la fonction d'inspecteur de l'enseignement primaire ordinaire, sont versés dans les réserves prévues aux articles 50, alinéa 6, et 173bis du décret du 8 mars 2007, précité. Cet acte constitue le premier objet de la requête;

Considérant qu'à la requête de tiers, par son arrêt n° 227.009, le Conseil d'État a, le 3 avril 2014, annulé la décision du 25 juin 2013 par laquelle le jury visé à

l'article 57, § 1^{er}, du décret du 8 mars 2007, précité, a arrêté, pour la fonction précitée d'inspecteur, la liste et le classement des lauréats inscrits dans les réserves ordinaire et prioritaire; qu'en conséquence, il y a lieu de constater la disparition ab initio de l'acte qui forme le premier objet du présent recours;

Considérant que l'auditeur rapporteur a déposé son rapport dans le cadre de l'article 93 du règlement général de procédure, étant d'avis que les premier et quatrième moyens sont fondés et n'appellent que des débats succincts;

Considérant que le premier moyen de la requête est pris "de la violation de l'article 50 du décret du 8 mars 2007 [...], de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2013 fixant les modalités de l'épreuve de sélection en vue de la promotion à une fonction d'inspecteur, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2013 fixant le profil de fonction générique de la fonction d'inspecteur et plus particulièrement de son annexe reprenant ledit profil, de la maxime «patere legem quam ipse fecisti», du principe de légitime confiance, du principe de bonne administration [et] de l'excès de pouvoir"; que se fondant sur le rapport de feedback établi par le SELOR concernant la sélection, la partie requérante soutient que, contrairement à ce qu'impliquent les dispositions décrétales et réglementaires visées au moyen, les questions qui ont été, lors du concours litigieux, posées dans le cadre des tests de raisonnement verbal et de jugement situationnel n'entretenaient, en réalité, aucun rapport avec le profil générique de la fonction d'inspecteur; qu'elle reproche, en outre, à l'épreuve de sélection de ne pas avoir permis de mesurer, dans le chef des candidats, l'ensemble des six compétences génériques figurant dans le profil précité; que, pour démontrer que le Conseil d'État accepte d'examiner une telle critique, et donc de contrôler la régularité de la méthode choisie par l'autorité afin d'évaluer et de sélectionner les postulants à un emploi public, elle invoque un arrêt n° 211.707 du 2 mars 2011; que, dans son mémoire ampliatif, elle se borne à faire référence aux considérations formulées dans la requête; que, dans son dernier mémoire, elle s'en réfère à ses écrits de procédure et sollicite la mise en œuvre des articles 35/1 et 36, § 1^{er}, première phrase des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 50 du décret du 8 mars 2007, précité, est rédigé comme il suit :

" Le Gouvernement organise, tous les quatre ans au moins, l'épreuve de sélection en vue de la promotion à une ou plusieurs fonctions d'inspecteur visées à l'article 28, 1°.

Les modalités de cette épreuve ainsi que le profil de fonction générique de la fonction d'inspecteur sont arrêtés par le Gouvernement.

L'épreuve comprend deux volets : un volet permettant d'évaluer les connaissances institutionnelles et administratives de base et un volet permettant d'évaluer les capacités génériques à exercer une fonction d'inspecteur.

Les candidats doivent obtenir au moins 60 % à chaque volet de l'épreuve, le volet visant à évaluer les capacités génériques à exercer une fonction d'inspecteur comptant pour 70 % de la note globale.

Le jury visé à l'article 57, § 1^{er}, est chargé de dresser le procès-verbal de la procédure de sélection et d'arrêter la liste des lauréats qui constituent la ou les réserves.

Chaque fonction visée à l'article 28, 1^o, du présent décret correspond à une réserve qui lui est propre. Lors de l'appel à candidatures, les candidats précisent pour quelle fonction d'inspecteur visée à l'article 28, 1^o, du présent décret ils souhaitent postuler. Un même candidat peut postuler à plusieurs fonctions et être classé dans plusieurs réserves pour autant qu'il réponde aux conditions énoncées à l'article 45 du présent décret.

Au sein de chaque réserve, les lauréats sont classés sur la base du total des points obtenus à l'épreuve visée à l'alinéa 1^{er} du présent article. Si des lauréats d'épreuves de sélections différentes sont en compétition pour l'emploi à conférer, ils sont classés suivant l'ordre de date des procès-verbaux de clôture des épreuves, à commencer par la date la plus ancienne et, pour chaque épreuve, dans l'ordre de leur classement. En cas d'égalité de points au sein d'une même réserve, a priorité le lauréat disposant de l'ancienneté de service la plus élevée. En cas d'égalité d'ancienneté de service, a priorité le candidat qui compte la plus grande ancienneté de fonction. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, a priorité le candidat le plus âgé";

qu'il ressort de cette disposition qu'il revient au gouvernement de la partie adverse de fixer les modalités de l'épreuve de sélection ainsi que le profil de fonction générique de la fonction d'inspecteur et que l'épreuve comprend deux volets, l'un permettant d'évaluer les connaissances institutionnelles et administratives de base, l'autre les capacités génériques à exercer une fonction d'inspecteur; que, par un arrêté du 28 mars 2013, le gouvernement de la partie adverse a déterminé le profil de fonction générique de la fonction d'inspecteur en précisant notamment les compétences génériques dont celles de "conseiller" et de "communiquer"; que, par un autre arrêté du 28 mars 2013, le gouvernement de la partie adverse a également fixé les modalités de l'épreuve de sélection en vue de la promotion à une fonction d'inspecteur; que l'article 4 de cet arrêté précise ce qui suit :

- " Le volet visant à évaluer les capacités génériques à exercer une fonction d'inspecteur visé à l'article 50 du décret du 8 mars 2007 comporte deux tests basés sur le profil de fonction générique de la fonction d'inspecteur tel que fixé par le Gouvernement en vertu de l'article 50, alinéa 2, du décret du 8 mars 2007. Ces deux tests consistent en un test de jugement situationnel et un test de raisonnement verbal, tous deux ayant la forme d'un questionnaire à choix multiples. Les résultats à chacun des tests visés à l'alinéa précédent entrent en compte à concurrence de 50 % de ce volet de l'épreuve. Les candidats au volet de l'épreuve de sélection visé à l'alinéa 1^{er} du présent article ne disposent pas de documentation pendant la durée de cette partie de l'épreuve";

que cette dernière disposition ne peut être interprétée comme étant dérogatoire aux exigences de l'article 50 du décret du 8 mars 2007, précité, qui spécifie que le second volet de l'épreuve de sélection doit permettre d'évaluer les capacités génériques à exercer une fonction d'inspecteur; qu'à aucun moment, le décret ne prévoit des exceptions autorisant le gouvernement à fixer les modalités de l'épreuve en limitant celle-ci à l'évaluation de certaines compétences génériques et en permettant l'évaluation d'autres compétences génériques au moment du stage; que, dans ses avis n^{os} 53.024/2 et 53.025/2, donnés le 27 mars 2013, sur les projets d'arrêtés devenus les deux arrêtés du 28 mars 2013, la section de législation du Conseil d'État avait déjà attiré l'attention de la partie adverse en soulignant ce qui suit :

" Parmi les compétences génériques figure celle de «communiquer», que ce soit «par écrit» ou «oralement».

Telles qu'elles sont développées dans l'annexe, ces compétences de savoir communiquer par écrit ou oralement ne pourront pas être évaluées lors de l'épreuve de sélection en raison du fait que celle-ci se déroulera sur un ordinateur, d'autant plus si toute l'épreuve de sélection se déroule sous la forme d'un questionnaire à choix multiples.

Par conséquent, soit l'annexe du projet doit être revue, soit l'article 2 du projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française «fixant les modalités de l'épreuve de sélection en vue de la promotion à une fonction d'inspecteur» doit être modifié";

qu'en excluant du second volet de l'épreuve de sélection une évaluation de certaines compétences génériques comme "conseiller" et "communiquer", la partie adverse a méconnu l'article 50 du décret du 8 mars 2007, précité; que, contrairement à ce qu'elle a précédemment fait valoir, la défense orale du dossier professionnel en fin de stage, telle que prévue par l'article 54 du décret du 8 mars 2007, précité, ne participe pas à l'épreuve de sélection prévue à l'article 50 du même décret; qu'en faisant une distinction entre les compétences génériques, certaines étant évaluées lors de l'épreuve de sélection et d'autres à l'occasion du stage, elle met, en outre, à mal le principe constitutionnel d'égalité dès lors que les candidats ayant échoué à l'épreuve écrite ne seront plus en mesure de démontrer qu'ils possédaient, par ailleurs, une bonne maîtrise des compétences génériques évaluées lors du stage; qu'en procédant de la sorte, la partie adverse ne respecte ni l'article 50 du décret ni le principe d'égal accès aux emplois publics; que le premier moyen est fondé; que, même à supposer que le quatrième moyen soit également fondé, il ne conduirait pas à une annulation plus étendue; que les conclusions du rapport quant au premier moyen peuvent être suivies;

Considérant que les articles 35/1 et 36, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ont été insérés par l'article 12 de la loi du 20 janvier 2014 portant réforme de la compétence, de la procédure et de l'organisation du Conseil d'État;

qu'en vertu de l'article 39 de cette loi, tel que modifié par la loi du 10 avril 2014, l'entrée en vigueur de l'article 12 a été fixée par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres et au plus tard le 1^{er} mars 2014; que cette disposition ne peut notamment s'appliquer qu'aux recours en annulation introduits à compter de cette date; que l'arrêté royal du 28 janvier 2014 modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État a fait entrer en vigueur l'article 12 de la loi du 20 janvier 2014, précitée, le 1^{er} mars 2014; que dès lors que le présent recours a été introduit le 27 août 2013, il ne peut être fait application des articles 35/1 et 36, § 1^{er}, précités,

D É C I D E :

Article 1^{er}.

Est annulée la décision du 25 juin 2013 par laquelle le jury chargé d'arrêter la liste des lauréats conformément à l'article 50, alinéa 4, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, déclare que Corinne KLEPPER n'a pas réussi l'épreuve de sélection à la fonction d'inspecteur de l'enseignement primaire ordinaire.

Il n'y a plus lieu de statuer pour le surplus.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VIII^e chambre, le quatorze septembre deux mille quinze par :

Pascale VANDERNACHT,	conseiller d'État, président f.f.,
Béatrice DRAPIER,	greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

B. DRAPIER.

P. VANDERNACHT.